

LES SÉRIES DE L'ÉTÉ La marche vers la Grande Guerre (4/6)

Henriette Caillaux acquittée

En cette fin de juillet 1914, la France s'intéresse surtout au procès d'Henriette Caillaux, la femme du ministre des Finances poursuivie pour le meurtre du directeur du « Figaro ».

Le 16 mars 1914, Henriette Caillaux a tué de six balles de revolver – dont quatre ont atteint leur cible – Gaston Calmette, le directeur du Figaro, qui menait contre son mari, le radical Joseph Caillaux, ancien président du Conseil, une campagne de presse acharnée : 138 articles et dessins en 95 jours !

L'affaire mêle politique et sentiments, met en scène de hauts personnages sous l'ombre menaçante de l'Allemagne, au moment où le gouvernement, auquel participe Joseph Caillaux, négocie (ou fait mine de négocier) la vente du Congo Brazzaville à Berlin, qui veut élargir son empire colonial. Un projet auquel la guerre mettra un point final, en confis-

quant les possessions allemandes (Namibie, Togo, Cameroun, Rwanda, Tanzanie), qui seront partagées entre l'Afrique du Sud, l'Angleterre, la Belgique et la France.

Joseph Caillaux est l'un des principaux initiateurs de l'impôt sur le revenu, ce qui déplait souverainement aux conservateurs, et qui explique en bonne partie la haine qu'ils lui vouent. Il est, en outre, divorcé. Henriette Caillaux a été sa maîtresse avant d'être sa femme. Le Figaro n'a pas hésité à publier une lettre de Joseph Caillaux, datant de 1901, à sa précédente fiancée, M^{me} Gueydan. Une lettre intitulée « Ton Jo » dans laquelle il est question de l'impôt sur le revenu, qui déchire alors la France. Joseph et Henriette Caillaux ont-ils eu peur que Le Figaro se soit procuré leur correspondance intime, du temps où ils étaient amants ? Au procès, on évoque cette hypothèse. On parle aussi du « dossier Fabre » qui démontrerait des pressions exercées par Caillaux sur un procureur du même nom et que Le Figaro avait publié le matin même du crime.



Une illustration de la scène du crime parue dans « Le Petit Journal » du 29 mars 1914.

DR

Face à la cour d'assises, Henriette Caillaux plaide le crime passionnel : elle a tué Calmette pour laver l'honneur de son mari et le sien. Son avocat obtient l'acquiescement, mais le procès ne se déroule pas comme un long fleuve tranquille et laisse un arrière-goût amer. Selon l'historien Jean-Yves Le Naour, plusieurs jurés et le président de la cour d'assises étaient proches du Parti radical. La salle d'audience avait été « chauffée » par un ami de Caillaux, le député Pascal Ceccaldi, qui avait payé des truands corses pour huer ou acclamer les témoins à charge ou à décharge. Le procureur, qui a prononcé un réquisitoire modéré (il a réclamé cinq ans de prison), avait été fait Commandeur de la Légion d'Honneur... quelques jours avant le procès. Et, censeur sur le gâteau, un ami de Joseph Caillaux, Jean-Bienvenu Martin, avait opportunément été nommé ministre de la Justice... en

juin 1914. La France n'aura pas beaucoup le loisir de se déchirer sur le verdict, prononcé le 28 juillet. Ce jour-là, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie et bombarde Belgrade. Le 1^{er} août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, qui s'est portée au secours des Serbes. Le 3 août, elle fait de même envers la France et la Belgique.

« Intelligence avec l'ennemi »

Les adversaires de Joseph Caillaux se vengeront en décembre 1917 en le faisant arrêter pour « intelligence avec l'ennemi ». Il sera condamné en 1920, à trois ans de prison et à la privation de ses droits civiques. Puis, il se verra amnistié en 1925 par le Cartel des gauches : voici cent ans, justice, politique, mœurs, impôts et autres truands corses étaient indissociables. Mais est-ce vraiment différent aujourd'hui ?

Patrick Fluckiger

Témoignage présidentiel

Joseph Caillaux s'est démené corps et âme pour défendre sa femme. Ami du président de la République – Raymond Poincaré avait été le témoin d'Henriette Caillaux lors de leur mariage, le 21 octobre 1911 – il obtient son témoignage écrit. Le crime a eu lieu le 16 mars et le 5 avril, Raymond Poincaré prend la plume pour écrire au juge. Pourquoi ? Joseph Caillaux, avait, la veille du crime, émis à haute voix la crainte que Le Figaro publie une lettre intime qu'il avait écrite à sa femme et avait lancé au président de la République : « S'il fait cela, je le tuerais ! » Poincaré avait rétorqué : « Non il ne fera pas ça, c'est un galant homme. » Le Figaro n'a pas publié la lettre incriminée, mais un procès-verbal du procureur Fabre qui, selon les journaux de l'époque, « établissait la forfaiture du ministre ». Et déclençait la froide fureur d'Henriette Caillaux...

COMMÉMORATION Centenaire de la guerre 14-18

Le tocsin aujourd'hui, jaurès hier

Cet après-midi, à 16 h précises, toutes les communes de France ou presque devraient sonner le tocsin afin de commémorer le centenaire de la « mobilisation générale » d'août 1914 et le début de la Première Guerre mondiale. Certaines, cependant, ne prendront pas part à cette action collective voulue par le gouvernement. Le maire du Mans ne trouve pas cet appel opportun : « On ne célèbre pas le centenaire du déclenchement d'une guerre qui a fait tant de morts. L'armistice, oui ! »

Le tocsin est une sonnerie de cloches publiques pour alerter la population d'un danger imminent tel qu'un incendie, une invasion, une guerre... La grosse cloche – dite brailarde – est alors sonnée à coups redoublés, au rythme précis de soixante coups par minute. Il est aussi un moyen d'alerte en période de luttes et de discordes civiles, à l'instar des luttes viticoles lors de la révolte des vigneronns du Languedoc au début du XX^e siècle.

Hier, c'est Jean Jaurès que la République a célébré, cent ans jour pour jour après l'assassinat du député du Tarn et journaliste

fondateur de l'Humanité, le 31 juillet 1914 dans un café parisien. En début de matinée, le président Hollande a rendu un hommage sobre mais solennel à l'homme de la SFIO. Devant le café, rebaptisé depuis La Taverne du croissant, dans le II^e arrondissement de la capitale, le chef de l'État a déposé une gerbe de fleurs. François Hollande avait convié à cette commémoration, Sigmar Gabriel, vice-chancelier et ministre social-démocrate allemand de l'Économie : tout un symbole.

Interrogé sur le message qu'il retenait de Jaurès, à l'heure où la gauche et une partie de la droite se disputent son héritage, le président a répondu : « La paix et l'unité, le rassemblement de la République ». Lors du numéro un du PS, Jean-Christophe Cambadélis, est venu déposer des roses rouges à la mémoire du grand homme, des militants de gauche, communistes pour la plupart, ont fait entendre leur mécontentement face à la politique menée par le gouvernement. « Dire (comme Manuel Valls) que Jean Jaurès aurait signé le Pacte de responsabilité, c'est n'importe quoi », a lancé l'un d'eux.



François Hollande, hier dans l'ancien café du Croissant, où Jaurès est tombé sous les balles d'un militant nationaliste. Photo AFP